

Il n'y aura pas de Grexit !

Liliane HELD-KHAWAM

4 juillet
2015



Les banquiers centraux ont activement créé ces 3 dernières décennies des firmes transnationales. TOUS les investissements actuels d'envergure et intérêts de la haute finance internationale sont centrés sur ces Firmes-Etats.

Ces firmes-Etats qui trustent les pool-positions sont celles qui investissent dans le transhumanisme ou le posthumanisme. Ignorer ceci dans toute analyse d'économie publique ou géostratégique revient à se priver d'une base de réflexion fondamentale.

Ces firmes-Etats ont d'ores et déjà le pouvoir mondial sur le plan économique et financier. Mais si elles veulent finaliser la création d'un espace- Etat transnational qu'elles gouvernent, elles doivent se débarrasser définitivement de tout ce qui de près ou de loin ressemble à un bien ou service public.

Mais le mot public inclut les prétentions du peuple. Or, ces firmes-Etats n'ont certainement aucune intention de partager le pouvoir avec le peuple. Rappelons que les dirigeants transnationaux sont ceux-là même qui ont siphonné les compétences des uns pour les délocaliser ailleurs, jouant sur tous les tableaux pour se constituer un réservoir de l'emploi le plus vaste possible pour diminuer les prétentions salariales jusqu'à arriver à des appellations inenvisageables encore récemment : les salaires à bas coûts !

Le projet de création d'un Etat transnational est avancé. Des chercheurs américains traitent du sujet depuis au moins une quinzaine d'années. Des organismes non gouvernementaux émettent depuis plusieurs années des directives qui sont reprises automatiquement par les Etats nationaux.

Si vous voulez vous faire une opinion de la gouvernance qui pourrait se mettre en place vis-à-vis des peuples, observez tout simplement le fonctionnement interne d'une de ces grandes firmes et vous aurez la réponse.

L'Union européenne est le terrain de suprématie des lobbies des firmes transnationales. Tout y est fait pour leur plaisir. D'ailleurs, le président de la Commission actuelle est le chantre de l'optimisation fiscale de ces firmes transnationales. Le chef de la BCE est un des anciens top-managers d'une des banques d'investissements, relais entre les firmes transnationales et les marchés financiers.

L'Union européenne est une pièce de la construction du futur Etat transnational. Elle en est même une pièce centrale. Aucun trou ne peut être toléré dans l'image globale de sa carte. Elle pourra d'autant moins tolérer la sortie de la Grèce de son échiquier que les peuples ont compris que leur avenir est mis en danger par une « élite » que certains académiciens appellent classe capitaliste transnationale...

Par conséquent, la Grèce NE PEUT TOUT SIMPLEMENT PAS QUITTER LA ZONE EURO OU L'UE. C'est simplement IMPOSSIBLE. Cela enverrait un message néfaste pour l'empire en construction.

C'est avec cette arrière-pensée qu'il faut évaluer les enjeux de la tragédie grecque. Analyser la Grèce sur la base exclusive des finances est une erreur fondamentale. La crise grecque n'est rien d'autre qu'une guerre lancée

contre ce qu'il reste de souveraineté à cet Etat.

L'austérité exigée par les créanciers de la Grèce est de loin plus importante que la dette elle-même. Faire reconnaître la supériorité des exigences des firmes transnationales revient à renier la démocratie et les besoins humains du peuple. Il s'agit ni plus ni moins d'une exigence de « reddition ».

Regardez où en est le peuple grec en Mars 2014 ([source](#)) :

« ✓ 34,6% de la population vit dans la pauvreté ou dans l'exclusion sociale, ou est susceptible d'y glisser (chiffres 2012).

✓ Depuis le début de la crise, le revenu disponible des ménages a chuté de 30%.

✓ 34,8% des ménages grecs ont des arriérés à l'égard de l'Etat, des banques, de la sécurité sociale ou d'autres services publics.

✓ Plus de 40% pensent qu'il ne seront pas en mesure de remplir leurs obligations financières cette année.

✓ Le Service public de fourniture d'électricité coupe l'approvisionnement électrique de près de 30.000 familles et entreprises chaque mois en raison de factures impayées.

✓ Depuis le début de la crise, le chômage a augmenté de 160%. Près de 3,5 millions d'employés travaillent pour soutenir 4,7 millions de chômeurs et d'inactifs.

✓ Les chômeurs reçoivent une indemnité de chômage de 360 euros pendant les 12 premiers mois de leur chômage. En conséquence, seulement 15% des 1,4 millions de chômeurs reçoivent des prestations. Les travailleurs indépendants (25% du nombre total de personnes actives) n'ont pas droit à ces prestations.

✓ Les transferts sociaux devraient être réduits de 18% cette année. Le budget de la santé a été réduit de 11,1% entre 2009 et 2011. Aucun pays de l'OCDE n'a réalisé une coupe aussi importante sur ce budget.

✓ La pension moyenne de base se monte à moins de 700 euros, et depuis 2010, elle a été réduite d'un quart. Il est prévu que ce montant soit encore réduit de moitié sur les prochaines années.

✓ Pour 48,6% des ménages, la pension est la principale source de revenus.

✓ Selon une étude de l'Université d'Athènes, 12,3% des Grecs souffrent de dépression clinique. Ils n'étaient que 3,3% en 2008.

✓ Environ 800 000 personnes vivent sans accès aux soins de santé et dans certaines régions, des organisations humanitaires telles que Médecins du Monde ont dû se substituer au système de santé national pour fournir des soins et des médicaments aux personnes les plus vulnérables.

✓ La réduction du nombre de seringues et de condoms disponibles pour les toxicomanes a provoqué une forte hausse des cas d'infection au VIH, les faisant passer de 15 en 2009 à 484 en 2012.

✓ Les chercheurs notent également une augmentation de 21% du nombre d'enfants mort-nés, qu'ils ont attribuée aux restrictions d'accès aux soins prénatals.

✓ La mortalité infantile a augmenté de 43% entre 2008 et 2010.

✓ Enfin, le taux de suicide est également en hausse, et alors qu'on en avait compté 400 en 2008, on a dénombré 500 cas de suicides en 2011. »

Mais ça ne suffit pas. Il faut les écraser encore plus.

A l'heure où l'argent n'a plus aucune valeur et que les firmes transnationales sont payées avec l'argent des déposants et des retraites via des intérêts négatifs injustes et injustifiés, le prétexte de la dette ne tient pas. La réalité est que le peuple grec doit être mis à terre pour servir d'exemple aux autres peuples qui observent. C'est un MUST.

Quels que soient la nature financière ou militaire des crises actuelles et les lieux où celles-ci se déroulent, l'arrière-plan est économique, financier et commercial. Même dans le cas de la Grèce, il y en a qui s'en sont mis plein les poches.

Certains bien inspirés et sûrement pas initiés ont gagné jusqu'à 42% de rendement sur les dettes publique grecques. Lorsque les banques nationales (FED, BCE, BNS, Banque du Canada, Japon) ont déclaré en septembre 2011 qu'elles rachetaient à tout établissement financier tout titre en échange de cash, les banques centrales ont payé le prix fort !!!

Maintenant regardez l'attractivité de la Grèce avec des salaires certainement des plus compétitifs et un pouvoir d'achat en chute libre.... Les investissements venant de l'étranger ont été multipliés presque par 8 entre 2010 et 2013 !!!

La dette grecque est une juteuse affaire pour qui est protégé des risques par une loi du genre « too big to fail » qui garantit indéfiniment les risques pris par les grandes banques sans aucune contrainte grâce à l'argent des citoyens.

Rappelons tout de même que c'est aussi ce sauvetage des grandes banques « too big to fail » qui a justifié les programmes pharaoniques des banquiers centraux et chargé le fardeau des dettes publiques...

Mutualiser les pertes et les risques mais privatiser les gains inimaginables car inconnus puisque hors des bilans des banques(finance de l'ombre) est la valeur fondatrice du nouvel Etat transnational. Courage...

»» <https://lilianeheldkhawam.wordpress.com/2015/06/29/il-n-y-aura-pas-de-...>